

# À ASALUYEH, CŒUR DU SECTEUR ENERGETIQUE IRANIEN, LES TRAVAILLEURS ENTRENT EN LUTTE



*Depuis 18 semaines, les travailleurs précaires du site d'Asaluyeh (sud de l'Iran) de l'entreprise « Pars du sud » manifestent pour obtenir la prise en compte de leurs revendications. Mais les autorités continuent de les ignorer*

Après 18 semaines de mobilisation ininterrompue, l'un des plus grands rassemblements de travailleurs de l'industrie pétrolière et gazière iranienne s'est tenu le mardi 9 décembre 2025. Les ouvriers de « Pars du sud » qui prévoyaient depuis longtemps de se rassembler devant la préfecture d'Asaluyeh, ont trouvé les voies d'accès bloquées. Cela ne les a toutefois pas arrêtés : les manifestations se sont finalement déroulées simultanément en trois points névralgiques de la ville - la place Mohammad Rasoulallah, la place de la Municipalité et le carrefour d'Asaluyeh.

Dans son rapport, le Syndicat libre des travailleurs/euses d'Iran a estimé le nombre de manifestants à environ cinq mille, qualifiant cette mobilisation de « l'un des plus grands rassemblements de protestation de l'histoire de l'industrie pétrolière iranienne depuis près de cinq décennies ». Le rassemblement a débuté à 9 heures du matin sur la place Soleimani, puis la foule a marché en direction du bureau du gouverneur, scandant : « Il faut interdire la sous-traitance ! »

## Des revendications répétées, restées sans réponse

Les travailleurs dénoncent des promesses répétées depuis des années et restées sans effet. Leurs revendications actuelles portent notamment sur :

- La mise en œuvre complète du plan de classification des emplois pour harmoniser les salaires ;
- L'application du système de rotation « deux semaines de travail – deux semaines de repos » au personnel administratif et de soutien ;
- La clarification du statut professionnel des chauffeurs de camions, ainsi que du personnel de sécurité et des journaliers ;

- Le versement d'indemnités liées à la réduction des infrastructures des dortoirs et la mise en place de liaisons aériennes pour les déplacements longue distance ;
- Enfin, l'application du droit du travail et des normes professionnelles en vigueur à l'ensemble des salarié.es de la zone.

Certains militants syndicaux, dont Mirghaffari, dirigeant de l'Association des travailleurs/euses de la raffinerie de « Pars du sud », ont déclaré à l'agence de presse iranienne ILNA que, malgré quelques avancées sur certains points ces derniers mois, « les principaux éléments du plan et des revendications » restent sans réponse, alimentant ainsi la poursuite des manifestations.

Ces protestations ne sont pas nouvelles : elles se poursuivent depuis plusieurs années. L'an dernier, les travailleurs du complexe avaient organisé à plusieurs reprises des rassemblements hebdomadaires. Après avoir reçu des promesses de suivi de leurs revendications, ils/elles avaient temporairement suspendu leurs actions - promesses qui, selon eux n'ont jamais été tenues. Les années précédentes, quelques de ces travailleurs avaient déjà été arrêté à plusieurs reprises lors de manifestations. Leurs mobilisations portent généralement sur les inégalités salariales persistantes, les conditions difficiles du travail posté, les conditions de vie précaires dans les cantonnements et l'instabilité de l'emploi pour ceux employés sous contrat précaire.

### **Pourquoi Asaluyeh est-il stratégique ?**

Le choix d'Asaluyeh comme épicentre de cette mobilisation n'est pas fortuit. « Pars du sud » et la zone industrielle environnante constituent le principal pôle de l'industrie gazière iranienne et l'un des piliers de ses exportations pétrochimiques. Selon des analyses économiques, les secteurs du gaz et de la pétrochimie basés à Asaluyeh contribuent à plus de la moitié du revenu national iranien. La production y atteint chaque jour environ 50 millions de mètres cubes de méthane, 75 000 barils de condensat de gaz, ainsi que d'importantes quantités de gaz liquéfié et d'éthane, alimentant les usines pétrochimiques du pays.

Autrement dit, les travailleurs qui défilent dans les rues d'Asaluyeh constituent la main-d'œuvre qui fait vivre ce que le gouvernement appelle le « cœur battant » de l'économie énergétique iranienne.

### **Un enjeu géopolitique**

Cette importance économique a également transformé Asaluyeh en cible militaire et géopolitique. En juin 2025, des frappes israéliennes ont touché le secteur 14 du complexe de « Pars du sud » ainsi que plusieurs installations d'Asaluyeh, sans oublier un dépôt de carburant dans le quartier de Shahran à Téhéran. En représailles, l'Iran a lancé des missiles sur le port de Haïfa, plaque tournante logistique d'Israël.

Un haut diplomate iranien a qualifié l'attaque d'« agression flagrante » et de « grave erreur stratégique », avertissant que l'extension du conflit au golfe Persique pourrait mettre en péril la sécurité énergétique mondiale et faire planer le spectre d'une guerre énergétique régionale. Les analystes soulignent qu'une perturbation majeure à Asaluyeh ne se limiterait pas aux seules pertes de recettes d'exportation pour l'Iran : elle pourrait également entraîner des coupures d'électricité, des pannes de pompes à eau et des interruptions de communications à l'intérieur du pays, avec un risque accru de troubles sociaux.

## **Une contradiction au cœur de l'économie iranienne**

Dans ce contexte, la mobilisation des travailleurs de « Pars du sud » dépasse le simple conflit social local. Elle met en lumière une contradiction flagrante au cœur de l'économie de la République islamique : ces installations, considérées comme des atouts stratégiques nationaux, défendues au nom de la « sécurité nationale » et mobilisées comme levier dans les conflits régionaux, sont en réalité des lieux où des milliers de travailleurs contractuels vivent dans des cantonnements précaires, subissent des horaires de travail épuisants et doivent se battre pour l'égalité salariale et la sécurité de l'emploi.

Alors que régime de Téhéran considère Asaluyeh comme une « ligne rouge » sur le plan géopolitique, les gouvernants n'ont toutefois pas encore abordé avec la même urgence les droits et les conditions des travailleurs faisant fonctionner cette zone stratégique.